

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL DE CAUDRY

SÉANCE DU MERCREDI 12 JUIN 2024 – 18 h 30 –

DÉLIBÉRATION DST/12-06-2024/Q27

Date de convocation : 06 Juin 2024

**Le Conseil Municipal de CAUDRY s'est réuni à l'Hôtel de Ville, en séance publique,
sous la présidence de Monsieur BRICOUT Frédéric, Maire**

Nombre de conseillers en exercice : 33

Membres présents : M. BRICOUT Frédéric, Maire ; Mme MERY-DUEZ Anne-Sophie, M. POULAIN Bernard, M. BONIFACE Didier, Mme TRIoux-COURBET Sandrine, M. RIQUET Alain, Mme THUILLEZ Martine, M. DOYER Claude, Mme RICHOMME Liliane, Adjoints au Maire ; Mme PLUCHART Claudine, Mme DAUCHET Martine, Mme PRUVOT Brigitte, M. CHMIELEWSKI Dominique, M. DEVIENNE Marc, M. MARIN Yves, M. DEUDON José, M. BALEDENT Matthieu, Mme DENIZON-LEVEAUX Violenne (à partir de la question 6), Mme MATON Audrey, M. HISBERGUE Antoine, M. ROUSSEAU Jérémy, Mme CAILLAUX Céline, M. BRULANT Damien, M. BAUDOUX Aurélien, Mme DEMARQUE Ophélie, M. COLLIN Denis, Mme DISDIER Mélanie, Mme DESREUMAUX Sophie, Conseillers Municipaux formant la majorité des membres en exercice.

Membre absent ayant donné procuration :

Mme BERANGER Agnès : procuration à M. BALEDENT Matthieu
Mme CHATELAIN Nathalie : procuration à M. BAUDOUX Aurélien
Mme NAVEZ Patricia : procuration à M. RIQUET Alain
M. DECALION Ismaël : procuration à M. DEVIENNE Marc
Mme DENIZON-LEVEAUX Violenne : procuration à Mme RICHOMME Liliane (jusqu'à la question 5)

Membre absent excusé :

M. BAJODEK Alban

Est désigné secrétaire de séance : Mme DEMARQUE Ophélie

**OBJET : ADHÉSION AU GROUPEMENT DE COMMANDES POUR LA FOURNITURE D'ABRIBUS
ET DE POTEAUX D'ARRÊT DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU CAUDRÉSIS ET DU
CATÉSIS**

Monsieur Marc DEVIENNE, Conseiller Municipal, expose :

Depuis le 1^{er} janvier 2019, la Communauté d'Agglomération du Caudrésis et du Catésis (CA2C) organise la mobilité sur l'ensemble du territoire intercommunal conformément à l'article L5216-5 I 2° du code général des collectivités territoriales.

En tant qu'autorité organisatrice de mobilité (AOM), la Communauté d'Agglomération gère et entretient

l'ensemble des poteaux d'arrêt situés sur le territoire à destination de son réseau propre et du réseau régional. La CA2C n'est toutefois pas compétente en matière de gestion et d'entretien des abribus.

Lors de la rédaction du Projet de Territoire, approuvé par délibération n°2023/114 du 4 octobre 2023, a été proposée et retenue l'amélioration de la communication sur le transport en commun pour la population. Cette action est nécessairement liée à une homogénéisation du mobilier urbain tant des poteaux d'arrêts que des abribus.

Aussi, afin de soutenir le déploiement des abribus sur le territoire communautaire, la CA2C a approuvé la mise en place d'un fonds de concours spécifique à la création et au renouvellement des abribus à destination de ses communes membres sous condition d'adhérer à un groupement de commande pour la fourniture d'abribus et de poteaux d'arrêts.

Le fonds de concours « Abribus » est fixé à 50 % du reste à charge de la Commune plafonné à 3 000 € par abribus dans le cadre d'une enveloppe budgétaire de 100 000 € par an.

La commune de Caudry dispose de 31 points d'arrêts dont 13 sont équipés d'abribus.

Aujourd'hui, la commune souhaiterait renouveler 2 abribus et en ajouter 3 dans les 4 prochaines années.

Le nombre d'abribus indiqués n'engage pas la commune, il a uniquement pour but d'estimer les besoins globaux du marché public.

Vu le code général des collectivités territoriales, dont l'article L5216-5 I-2°

Vu le code de la commande publique, dont l'article L2113-6 à 2113-8,

Vu la délibération du Conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération du Caudrésis et du Catésis N°2024/31 du 15 avril 2024 portant approbation du règlement d'attribution du fonds de concours spécifique aux abribus,

Vu le projet de convention constitutive du groupement de commande pour la fourniture d'abribus et de poteaux d'arrêt de la communauté d'Agglomération du Caudrésis et du Catésis, annexé à la présente délibération,

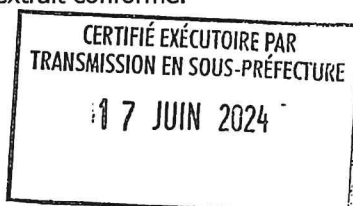
Il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver l'adhésion de la Commune au groupement de commande susmentionné ;
- de notifier à la Communauté d'Agglomération du Caudrésis Catésis la présente délibération
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer tous documents nécessaires à la bonne exécution de la présente délibération, dont la version définitive de la convention susmentionnée ;
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer, notifier et faire exécuter l'ensemble des bons de commande afférents aux marchés publics issus du groupement de commande objet de la présente délibération.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Ont signé au registre les membres présents.

Pour extrait conforme.



Le Maire,

Frédéric BRICOUT

Envoyé en préfecture le 17/06/2024

Reçu en préfecture le 17/06/2024

Publié le 17 JUIN 2024

ID : 059-215901398-20240612-DEL120624_Q27-DE



CONVENTION CONSTITUTIVE DU GROUPEMENT DE COMMANDE POUR LA FOURNITURE D'ABRIBUS ET DE POTEAUX D'ARRÊT DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU CAUDRÉSIS ET DU CATÉSIS

➤ Service : Mobilité

Article 1 -	Objet de la convention	4
Article 2 -	Durée de la convention.....	4
Article 3 -	Adhésion au groupement de commande.....	4
Article 4 -	Objet du groupement de commande	5
Article 5 -	Modalités de fonctionnement du groupement de commande	5
5-1.	Coordination du groupement de commande.....	5
5-2.	Action en justice	6
5-3.	Obligation des membres du groupement.....	6
5-4.	Commission d'appel d'offres.....	7
Article 6 -	Modification de la convention	7
Article 7 -	Retrait de l'un des membres du groupement.....	8
Article 8 -	Dispositions financières.....	9
8-1.	Indemnisation du coordonnateur	9
8-2.	Frais de publicité	9
8-3.	Frais de justice	9
Article 9 -	Traitement des données à caractère personnel	9
Article 10 -	Recours	9
Article 11 -	Engagement des membres du groupement.....	10

Vu le code de la commande publique, dont les articles L2113-6 à 2113-8,

Vu le code général des collectivités territoriales, dont l'article L5216-5,

Préambule,

Depuis le 1^{er} janvier 2019, la Communauté d'Agglomération du Caudrésis et du Catésis (CA2C) organise la MOBILITÉ sur l'ensemble du territoire intercommunal conformément à l'article L5216-5 I- 2° du code général des collectivités territoriales.

En tant qu'autorité organisatrice de mobilité (AOM), la Communauté d'Agglomération gère et entretient l'ensemble des poteaux d'arrêt situés sur le territoire à destination de son réseau propre et du réseau régional. La CA2C n'est toutefois pas compétente en matière de gestion et d'entretien des abribus, majoritairement communal.

Lors de la rédaction du Projet de Territoire, approuvé par délibération n°2023/114 du 04 octobre 2023, a été proposée et retenue l'amélioration de la communication sur le transport en commun pour la population. Cette action est nécessairement liée à une homogénéisation du mobilier urbain tant des poteaux d'arrêts, que des abribus.

Afin de soutenir le déploiement des abribus sur le territoire communautaire, la CA2C propose la mise en place d'un fonds de concours spécifique à la création et au renouvellement des abribus à destination de ses communes membres sous condition d'adhérer à un groupement de commande pour la fourniture d'abribus et de poteaux d'arrêt.

Article 1 - Objet de la convention

La présente convention a pour objet :

- De préciser les parties adhérentes à la présente convention, pouvant bénéficier dès lors du fonds de concours dit « abribus » ;
- D'instituer le groupement de commande pour la consultation et la passation de marchés publics de fournitures relatif à la fourniture d'abribus et de poteaux d'arrêt pour la Communauté d'Agglomération du Caudrésis et du Catésis et les communes membres adhérentes, ci-après les parties ;
- De définir les modalités de fonctionnement du groupement constitué entre les parties pour la préparation et la passation des marchés issus de la présente convention ;
- De répartir entre les membres du groupement de commandes les diverses tâches nécessaires à la préparation et la passation des marchés issus de la présente convention ;
- De définir les rapports et obligations de chaque membre.

Article 2 - Durée de la convention

La présente convention, qui entre en vigueur au jour de sa signature par les parties, est instituée pour l'ensemble de la durée des marchés publics objet des présentes.

Article 3 - Adhésion au groupement de commande

Les parties s'engagent à exécuter la présente convention conformément aux lois et règlements en vigueur qui leurs sont applicables.

Les actes et habilitations autorisant les représentants des parties à la signer sont annexés à la présente convention.

Toute nouvelle adhésion au groupement de commandes constitué par la présente convention doit :

- Faire l'objet d'un accord de chacune des parties à la convention ;
- Être approuvée par la personne morale souhaitant adhérer conformément aux dispositions légales et réglementaires qui lui sont applicables.

Chaque nouvelle adhésion est formalisée par la conclusion d'un avenant.

Aucune nouvelle adhésion ne pourra intervenir à l'issue de la publication d'un marché.

Si les parties décident de lancer une nouvelle consultation, de nouvelle adhésion pourront avoir lieu la dernière année du marché public en cours. La phase d'adhésion prendra fin dès le lancement de la publication du nouveau marché.

Article 4 - Objet du groupement de commande

Le groupement de commande porte sur le marché public de fournitures passé pour l'acquisition d'abribus et de poteaux d'arrêt. Les marchés permettront de commander et faire poser, le cas échéant :

- Pour les communes adhérentes, des abribus ;
- Pour la Communauté d'Agglomération du Caudrésien et du Catésien, des poteaux d'arrêt.

Article 5 - Modalités de fonctionnement du groupement de commande

5-1. Coordination du groupement de commande

La Communauté d'Agglomération du Caudrésien et du Catésien est désignée coordonnateur du groupement de commande, et assure les missions suivantes :

- Appel à adhésion :
 - Transmettre l'appel à adhésion ;
 - Préparer le modèle de délibération ;
 - Centraliser les adhésions ;
- Préparation du dossier de consultation des entreprises :
 - Centraliser les besoins à satisfaire ;
 - Définir les caractéristiques techniques des fournitures ;
 - Définir les quantités estimatives ;
 - Évaluer le montant du marché public ;
 - Choisir la technique d'achat adéquate ;
 - Définir la procédure de passation conformément au code de la commande publique ;
- Publication et passation de la procédure :
 - Mettre à disposition son profil d'acheteur public ;
 - Publier la consultation conformément au code de la commande publique ;
 - Centraliser et répondre aux questions des potentiels candidats ;
- Réception des plis des candidatures et des offres :
 - Mettre à disposition son profil d'acheteur ;
- Organisation de la Commission d'Appel d'Offres (CAO) :
 - Convoquer les membres de la Commission d'Appel d'Offres ;
 - Admettre les candidatures ;
 - Classer les offres ;
 - Choisir l'attributaire pour chacun des lots ;

- Rédiger l'ensemble des documents relatifs aux réunions de la Commission d'Appel d'Offres.
- Notification de rejet et d'attribution :
 - Respecter les délais de notification ;
 - Ester en justice le cas échéant, conformément à l'article 5-2 ;
- Transmission des pièces exigibles au contrôle de légalité conformément à l'article R2131-5 du code général des collectivités territoriales ;
- Information des communes adhérentes de l'évolution de la procédure ;
- Publication de l'avis d'attribution, si nécessaire ;
- Modification ou résiliation du marché public.

Le coordonnateur sera chargé de signer, puis de notifier les marchés au(x) titulaire(s) retenu(s).

Chaque membre du groupement de commandes s'assure, pour ce qui le concerne, de la bonne exécution de ses bons de commande qu'il notifie au titulaire.

La mission du coordonnateur prend fin soit à l'expiration de la convention, soit à la suite d'une décision conjointe de toutes les parties formalisées par un avenant.

5-2. Action en justice

Le coordonnateur du groupement de commandes reçoit mandat des membres du groupement de commandes pour ester en justice, aussi bien en tant que défendeur que demandeur, dans le cadre strict de sa mission limitée à la passation, à la modification ou la résiliation des marchés objet des présentes. Il informe chaque membre du groupement de commande sur sa démarche et son évolution.

Les litiges à naître ou nés à la suite de l'exécution d'un bon de commande sont de la responsabilité propre de chaque adhérent. À la demande d'un des adhérents, le coordonnateur pourra intervenir en tant que médiateur.

5-3. Obligation des membres du groupement

Chaque membre du groupement s'engage à :

- Communiquer au coordonnateur une évaluation quantitative et qualitative de ses besoins en vue de la passation des marchés publics ;
- Respecter les demandes du coordonnateur en s'engageant à y répondre dans les délais impartis ;
- Respecter les clauses du marché public signé par le coordonnateur ;
- Exécuter le marché ;
- Inscrire le montant de l'opération qui le concerne dans son budget et assurer l'exécution comptable des marchés publics qui le concernent ;
- Participer au bilan de l'exécution des marchés publics en vue de son amélioration et de sa reconduction ou relance.

Conformément à l'article L2113-7 du code de la commande publique, les acheteurs, membres du groupement sont solidairement responsables de l'exécution des obligations leur incombant pour les missions menées conjointement et dans leur intégralité au nom et pour le compte des autres membres, donc dans le cadre des missions menées par le coordonnateur.

Les membres du groupement sont seuls responsables des obligations qui leur incombent pour les missions non confiées au coordonnateur.

5-4. Commission d'appel d'offres

La Commission d'appel d'offres du groupement de commande est chargée de contrôler les candidatures, admettre les candidats à présenter une offre, analyser classer et rejeter les offres, et attribuer les lots conformément au règlement de consultation du marché public concerné.

Conformément à l'article L1414-3 II du code général des collectivités territoriales, la Commission d'appel d'offres (CAO) du coordonnateur est compétente.

Conformément à l'article L1414-3 III du code général des collectivités territoriales, le Vice-Président en charge de la mobilité participera, avec voix consultatives, aux réunions et informera la Commission « mobilité » et les communes adhérentes des résultats de la consultation.

Les règles de quorum et de convocation sont définies à l'article L1411-5 du code général des collectivités territoriales.

Le quorum est atteint lorsque plus de la moitié des membres ayant voix délibérative sont présents.

Si, après une première convocation, ce quorum n'est pas atteint, la commission est à nouveau convoquée. Elle se réunit alors valablement sans condition de quorum.

Article 6 - Modification de la convention

Toute modification de la présente convention est approuvée dans les mêmes termes par l'ensemble des membres du groupement de commandes.

Elle fait l'objet d'un avenant adopté par délibération concordante des assemblées délibérantes des membres du groupement de commandes.

Article 7 - Retrait de l'un des membres du groupement

Un membre peut se retirer du groupement sur demande expresse adressée par lettre recommandée avec avis de réception au coordonnateur.

Le retrait d'un membre du groupement est fixé par délibération de son assemblée.

Cette décision est notifiée au coordonnateur.

Le membre démissionnaire reste engagé jusqu'à l'échéance de la période d'exécution en cours du marché. Le retrait ne prend effet qu'après règlement des sommes dues au titre des marchés conclus.

Le coordonnateur est dégagé de toute responsabilité au titre du retrait d'un membre. Ce dernier assume seul les dommages et intérêts ou indemnités susceptibles d'être demandés par le titulaire du marché qui s'estimerait lésé par son retrait.

Les membres du groupement acceptent le retrait d'un membre sans pouvoir s'y opposer.

Article 8 - Dispositions financières

8-1. Indemnisation du coordonnateur

Le coordonnateur assurera ses missions à titre gracieux vis-à-vis des autres membres du groupement.

Chaque membre du groupement de commandes exécute le marché pour ses besoins propres et règle alors les factures afférentes.

8-2. Frais de publicité

Les frais de publicité des consultations seront pris en charge par le coordonnateur.

8-3. Frais de justice

En contentieux de la passation des marchés, si le coordonnateur venait à être condamné au paiement de dépens et de frais ou de versement d'indemnités, par une décision devenue définitive d'une juridiction administrative ou civile, chaque membre sera sollicité pour couvrir ces frais supplémentaires, en fonction de ses responsabilités au regard de ce contentieux.

Article 9 - Traitement des données à caractère personnel

Chaque partie s'engage à respecter scrupuleusement les obligations issues du traitement des données à caractère personnel entre les parties et concernant les soumissionnaires aux marchés résultant du présent groupement de commandes.

Article 10 - Recours

Toute décision peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération du Caudrésis et du Catésis, dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision.

En outre, les adhérents pourront saisir le Tribunal administratif dans le délai de deux mois à compter de la notification de la décision le concernant. Le cas échéant, le tribunal administratif pourra être saisi par l'application Télérecours citoyens accessible par le site <https://www.telerecours.fr/>

Article 11 - Engagement des membres du groupement

L'ensemble des membres du groupement s'engagent à exécuter la présente convention.

Fait à Beauvois-en-Cambrésis,

Pour la Communauté d'Agglomération du Caudrésis et du Catésis, Serge SIMÉON, Président	Pour la Commune d'Avesnes-les- Aubert,	Pour la Commune de Bazuel,
Pour la Commune de Beaumont-en- Cambrésis,	Pour la Commune de Beauvois-en- Cambrésis,	Pour la Commune de Bertry,
Pour la Commune de Béthencourt,	Pour la Commune de Bévillers,	Pour la Commune de Boussières-en- Cambrésis,
Pour la Commune de Briastre,	Pour la Commune de Busigny,	Pour la Commune de Camières,
Pour la Commune de Catillon-sur- Sambre,	Pour la Commune de Cattenières,	Pour la Commune de Caudry,
Pour la Commune de Caullery,	Pour la Commune de Clary,	Pour la Commune de Dehéries,

Pour la Commune d'Élincourt,	Pour la Commune d'Estourmel,	Pour la Commune de Fontaine-au-Pire,
Pour la Commune de Haucourt-en-Cambrésis,	Pour la Commune de Honnechy,	Pour la Commune de Inchy-en-Cambrésis,
Pour la Commune de La Groise,	Pour la Commune du Cateau-Cambrésis,	Pour la Commune du Pommereuil,
Pour la Commune de Ligny-en-Cambrésis,	Pour la Commune de Malincourt,	Pour la Commune de Marez,
Pour la Commune de Maurois,	Pour la Commune de Mazinghien,	Pour la Commune de Montay,
Pour la Commune de Montigny-en-Cambrésis,	Pour la Commune de Neuville,	Pour la Commune d'Ors,
Pour la Commune de Quiévy,	Pour la Commune de Rejet-de-Beaulieu,	Pour la Commune de Reumont,

Pour la Commune de Saint-Aubert,	Pour la Commune de Saint-Benin,	Pour la Commune de Saint-Hilaire-lez-Cambrai,
Pour la Commune de Saint-Souplet-Escaufourt,	Pour la Commune de Saint-Vaast-en-Cambrésis,	Pour la Commune de Troisvilles,
Pour la Commune de Villers-Outréaux,	Pour la Commune de Walincourt-Selvigny,	

Envoyé en préfecture le 17/06/2024

Reçu en préfecture le 17/06/2024

Publié le **7 JUIN 2024**

ID : 059-215901398-20240612-DEL120624_Q27-DE

SLOW



RÈGLEMENT D'ATTRIBUTION DU FONDS DE CONCOURS SPÉCIFIQUE AUX ABRIBUS

- Service : Mobilité
- Approuvé par le Conseil communautaire par délibération n°2024/... du 15 avril 2024

Article 1 -	Objet du règlement	4
Article 2 -	Critères d'obtention du fonds de concours abribus.....	4
2-1.	Disposition générale	4
2-2.	Pièces justificatives	5
Article 3 -	Montant de l'aide	5
3-1.	Disposition générale	5
3-2.	Cumul avec les autres aides publiques	5
Article 4 -	Dépôt et approbation de la demande	6
Article 5 -	Instruction et attribution du fonds de concours	6
Article 6 -	Versement du fonds de concours	6
Article 7 -	Renoncement à l'aide intercommunale	6
Article 8 -	Contrôle	7
Article 9 -	Recours	7

Préambule,

Depuis le 1^{er} janvier 2019, la Communauté d'Agglomération du Caudrésis et du Catésis (CA2C) organise la MOBILITÉ sur l'ensemble du territoire intercommunal conformément à l'article L5216-5 I- 2° du code général des collectivités territoriales.

En tant qu'autorité organisatrice de mobilité (AOM), la Communauté d'Agglomération gère et entretient l'ensemble des poteaux d'arrêt situés sur le territoire à destination de son réseau propre et du réseau régional. La CA2C n'est toutefois pas compétente en matière de gestion et d'entretien des abribus, majoritairement communal.

Lors de la rédaction du Projet de Territoire, approuvé par délibération n°2023/114 du 04 octobre 2023, a été proposé et retenue l'amélioration de la communication sur le transport en commun pour la population. Cette action est nécessairement liée à une homogénéisation du mobilier urbain tant des poteaux d'arrêts, que des abribus.

Afin de soutenir le déploiement des abribus sur le territoire communautaire, la CA2C propose la mise en place d'un fonds de concours spécifique à la création et au renouvellement des abribus à destination de ses communes membres, ci-après « fonds de concours abribus ».

Article 1 - Objet du règlement

Le présent règlement a pour objet de définir :

- Les critères d'obtention du fonds de concours ;
- Le montant du fonds de concours ;
- Le mode de versement du fonds de concours.

Il s'applique uniquement à l'ensemble des dossiers transmis à l'adresse électronique :

servicefinances@caudresis-catesis.fr

S'agissant du présent règlement, il s'appliquera aux dossiers déposés par voie électronique à compter de la notification d'attribution du groupement de commande pour la fourniture d'abribus jusqu'à son terme (maximum quatre ans).

L'aide pourra être accordée dans la limite de l'enveloppe budgétaire annuelle disponible aux dossiers éligibles et complets.

Article 2 - Critères d'obtention du fonds de concours abribus

2-1. Disposition générale

Les conditions reprises ci-après seront prises en compte par le service instructeur à la date de transmission du dossier par la commune (date figurant sur l'accusé de réception de la demande) :

- Être l'une des quarante-six communes membres de la Communauté d'Agglomération du Caudrésis et du Catésis ;
- Adhérer au groupement de commande pour la fourniture d'abribus sur le territoire de la Communauté d'Agglomération du Caudrésis et du Catésis ;
- Avoir acheté et posé, ou fait poser un abribus par le titulaire du groupement de commande susmentionné.

2-2. Pièces justificatives

Afin de solliciter le fonds de concours abribus, la Commune transmettra uniquement via l'adresse courrielle ci-dessus indiquée les documents suivants :

- Lors du dépôt de la demande :
 - La délibération du conseil municipal sollicitant ledit fonds de concours et approuvant le plan de financement. Le plan de financement devra indiquer le type et le montant des subventions qu'a perçu la Commune pour la fourniture ou la fourniture et la pose de l'abribus ;
 - Le bon de commande notifié au titulaire du groupement de commande pour la fourniture d'abribus sur le territoire de la Communauté d'Agglomération du Caudrésis et du Catésis ;
- Lors de la demande du solde du fonds de concours :
 - La facture acquittée et certifiée par le Comptable public au titulaire du groupement de commande pour la fourniture d'abribus sur le territoire de la Communauté d'Agglomération du Caudrésis et du Catésis ;
 - Une attestation de pose de l'abribus comprenant la photo de l'abribus posé et ses coordonnées GPS.

À réception d'une demande, le service instructeur transmettra au demandeur un accusé de réception précisant les pièces manquantes ou illisibles, le cas échéant. La Commune disposera d'un délai de deux semaines pour transmettre les pièces correspondantes. À défaut de transmission, le dossier du demandeur sera classé sans suite.

Seules les demandes transmises à l'adresse électronique servicefinances@caudresis-catesis.fr et complètes seront traitées par le service instructeur de la Communauté d'Agglomération du Caudrésis et du Catésis.

Article 3 - Montant de l'aide

3-1. Disposition générale

Le fonds de concours abribus est fixée 50% du reste à charge de la Commune plafonné à 3000 euros par abribus, dans le cadre d'une enveloppe budgétaire de 100 000 € par an .

3-2. Cumul avec les autres aides publiques

Toute subvention perçue doit être déclarée par le demandeur sur le plan de financement. Le fonds de concours viendra compléter ces autres aides publiques dans la limite de 80% du coût total de la fourniture de l'abribus ou de la fourniture et de la pose de l'abribus.

Le demandeur s'engage à informer le service instructeur en cas d'aide obtenue et non déclarée au moment de sa demande.

Article 4 - Dépôt et approbation de la demande

La Commune transmettra l'ensemble des justificatifs indiqués ci-dessus à l'adresse électronique servicefinances@caudresis-catesis.fr par le biais d'une adresse électronique officielle régulièrement consulté par les services en charge de la demande.

En cas de dossier incomplet ou illisible, la Commune devra fournir les documents indiqués par le service instructeur. À défaut de régularisation de sa situation, le dossier du demandeur sera classé sans suite dans un délai d'un mois à compter de la demande de régularisation notifiée par le service instructeur.

Article 5 - Instruction et attribution du fonds de concours

Les services communautaires instruiront uniquement les dossiers complets des communes adhérents au groupement de commande pour la fourniture d'abribus.

Le Conseil Communautaire attribuera ou refusera par délibération le fonds de concours à la Commune. Cette délibération sera notifiée au demandeur dans les plus brefs délais.

Article 6 - Versement du fonds de concours

Le fonds de concours sera versé à la Commune en deux fois :

- Dès l'attribution du fonds de concours, la CA2C versera 50% du montant du fonds de concours ;
- Sur présentation de la facture acquittée et de l'attestation de pose de l'abribus, la CA2C versera les 50% restant.

L'attribution du fonds de concours abribus s'effectuera dans la limite des crédits correspondants ouverts au budget de la Communauté d'Agglomération. Les demandes d'aides seront dès lors traitées par ordre de dossier déposé, réputé complet au regard des pièces listées à l'article 2-2. et validé par le service instructeur.

Article 7 - Renoncement à l'aide intercommunale

En cas d'arrêt définitif et de renoncement à la pose de l'abribus, le Commune devra en informer immédiatement la Communauté d'Agglomération et motiver son abandon.

Le cas échéant, la Commune devra s'acquitter de l'avance perçue au titre du fonds de concours conformément au titre émis par le Trésor Public.

Article 8 - Contrôle

Le service instructeur pourra vérifier sur place la pose de l'abribus et la conformité avec les clauses techniques du groupement de commande pour la fourniture d'abribus.

Article 9 - Recours

Toute décision peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération du Caudrésis et du Catésis, dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision.

En outre, la Commune pourra saisir le Tribunal administratif dans le délai de deux mois à compter de la notification de la décision le concernant. Le cas échéant, le tribunal administratif pourra être saisi par l'application Télérecours citoyens accessible par le site <https://www.telerecours.fr/>

Bordereau d'acquittement de transaction

Collectivité : Caudry
Utilisateur : PASTELL Plateforme

Paramètres de la transaction :

Numéro de l'acte : **DEL120624_Q27**
Objet : **Adhésion au groupement de commandes pour la fourniture d'abribus et de poteaux d'arrêt de la Communauté d'Agglomération du Caudrésis et du**
Type de transaction : Transmission d'actes
Date de la décision : 2024-06-12 00:00:00+02
Nature de l'acte : Délibérations
Documents papiers complémentaires : NON
Classification matières/sous-matières : 1.1 - Marchés publics
Identifiant unique : 059-215901398-20240612-DEL120624_Q27-DE
URL d'archivage : Non définie
Notification : Non notifiée

Fichiers contenus dans l'archive :

Fichier	Type	Taille
Enveloppe métier Nom métier : 059-215901398-20240612-DEL120624_Q27-DE-1-1_0.xml	text/xml	1.2 Ko
Document principal (Délibération) Nom original : DEL120624_Q27.pdf Nom métier : 99_DE-059-215901398-20240612-DEL120624_Q27-DE-1-1_1.pdf	application/pdf	889.6 Ko
Annexe (Fichier de signature électronique) Nom original : 2024_328_MC.Fonds_concours_abribus_convention.pdf Nom métier : 99_SE-059-215901398-20240612-DEL120624_Q27-DE-1-1_2.pdf	application/pdf	642.3 Ko
Annexe (Fichier de signature électronique) Nom original : 2024_328_MC.Fonds_concours_abribus_reglement.pdf Nom métier : 99_SE-059-215901398-20240612-DEL120624_Q27-DE-1-1_3.pdf	application/pdf	499.4 Ko

Cycle de vie de la transaction :

Etat	Date	Message
Posté	17 juin 2024 à 14h21min46s	Dépôt initial
En attente de transmission	17 juin 2024 à 14h22min20s	Accepté par le TdT : validation OK
Transmis	17 juin 2024 à 14h22min26s	Transmis au MI
Acquittement reçu	17 juin 2024 à 14h22min38s	Reçu par le MI le 2024-06-17